RCS : MEAUX
Code greffe : 7701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2023 B 01163
Numéro SIREN : 535 115 554
Nom ou dénomination : PURE INFORMATIQUE

Ce dépôt a été enregistré le 20/10/2023 sous le numéro de dépôt 11301

PURE INFORMATIQUE

Société à Responsabilité Limitée à associé unique au capital de 2 000 €
Siège social : 6 Rue du Cèdre 77510 HONDEVILLIERS
535 115 554 RCS MEAUX

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

DU 19 OCTOBRE 2023

Le Soussigné, Monsieur Jérémie NAVARRO,

Associé unique et gérant de la société PURE INFORMATIQUE, société à responsabilité limitée au capital de 2 000 euros, dont le siège social est fixé 6 Rue du Cèdre 77510 HONDEVILLIERS, et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Meaux sous le numéro 535 115 554,

a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION UNANIME

Le Soussigné décide de transférer le siège de la société à LA FERTE-SOUS-JOUARRE (77260), 27 Rue des Hauts Fossés.

La première phrase de l'article 3 des statuts, relatif au siège social est en conséquence modifiée ainsi qu'il suit :

« Le siège social de la société est fixé : 27 Rue des Hauts Fossés 77260 LA FERTE-SOUS-JOUARRE. »

SECONDE DECISION UNANIME

Le Soussigné confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent acte des décisions de l'Associé Unique à l'effet d'accomplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal des décisions qui a été signé électroniquement par l'Associé Unique par l'intermédiaire de la plateforme cryptée et sécurisée DocuSign (www.docusign.com), à la date de signature indiquée dans le certificat électronique de signature, et conformément aux dispositions des articles 1366 et 1367 du Code Civil.

Le 19 octobre 2023.

Monsieur Jérémie NAVARRO
Gérant et Associé Unique

DocuSigned by:
Jérémie Navarro
8233F4110F06442...

PURE INFORMATIQUE

Société à Responsabilité au capital de 2 000 euros
Siège social : 27 Rue des Hauts Fossés 77260 LA FERTE-SOUS-JOUARRE
535 115 554 RCS MEAUX

STATUTS

Mis à jour le 19 octobre 2023

Les présents statuts certifiés conformes et mis à jour à la date indiquée ci-dessus ont été signés électroniquement par l'intermédiaire de la plateforme cryptée et sécurisée DocuSign (www.docuSign.com) et conformément aux dispositions des articles 1366 et 1367 du Code Civil.

Certifiés conformes par le Gérant
Monsieur Jérémie NAVARRO

DocuSigned by:
Jérémie Navarro
8233F4110F06442...

ARTICLE 1 : Forme

Il est formé entre les propriétaires de parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlement en vigueur ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 : Dénomination sociale

La société prend la dénomination de : PURE Informatique.

Dans tous les actes, documents, publications émanant de la société, cette dénomination doit toujours être suivie ou précédée de la mention SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du moment et du type du capital social.

ARTICLE 3 : Siège social

Le siège social de la société est fixé à : 27 Rue des Hauts Fossés 77260 LA FERTE-SOUS-JOUARRE.

Il peut être transféré par décision de la gérance dans le même département ou dans un département limitrophe sous réserve de la ratification de ce transfert par la plus prochaine assemblée générale des associés statuant à la majorité des deux tiers des parts sociales.

Il peut être transféré partout ailleurs sur décision collective des associés de nature extraordinaire. La création, le département, la fermeture d'agence, succursales, dépôts et établissement quelconques, situés en tous lieux en France ou à l'étranger interviennent sur simple décision de la gérance, sous réserve du respect des limitations de pouvoirs éventuellement stipulées pour ces opérations.

ARTICLE 4 : Objet social

Dispositions générales relatives à l'objet social : Pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'un GIE, avec d'autres sociétés ou personnes, et réaliser en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle peut prendre sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes autres sociétés ou entreprises, française ou étrangères ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

Elle peut réaliser, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La société a pour objet :

Conseil, gestion, organisation, formation et vente en solutions informatiques.

ARTICLE 5 : Durée de la société

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6 : Apports

6.1 – Apports

Le capital social est constitué par les apports suivants :

6.1.1. Apport en numéraire

Monsieur Jérémie NAVARRO apporte une somme de 1 000 euros entièrement versée, prélevée sur des fonds propres.

En conséquence, en rémunération, il est attribué à l'apporteur 100 parts n°1 à 100
Ci 100 parts.

Madame Cécile BERTRAN apporte une somme de 1 000 euros entièrement versée, prélevée sur des fonds propres.

En conséquence, en rémunération, il est attribué à l'apporteur 100 parts n°101 à 200
Ci 100 parts.

Total des parts rémunérant les apports en numéraire : 200 parts.

Le retrait des fonds ainsi déposés s'effectuera par la gérance sur présentation du certificat du greffier attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

6.1.2. Apports en industrie

Monsieur Jérémie NAVARRO fait apport à la société de ses connaissances techniques et professionnelles, de son travail et de son savoir-faire. Cet apport est effectué pour une durée de 30 ans à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Les parts représentant les apports en industrie sont incessibles. Elles seront annulées si Monsieur Jérémie NAVARRO perd la qualité d'associé pour quelque cause que ce soit.

En cas d'inexécution des prestations par l'apporteur en industrie et dans le cas où il ne déférerait pas à une mise en demeure de la gérance de respecter ses engagements, l'assemblée générale, à laquelle il sera convoqué pour faire valoir tous ses arguments de défense, pourra décider le retrait et la perte de sa qualité et de ses droits d'associé.

Total des parts sociales sans valeur nominale rémunérant les apports en industrie
Ci 100 parts.

Madame Cécile BERTRAN fait apport à la société de ses connaissances techniques et professionnelles, de son travail et de son savoir-faire. Cet apport est effectué pour une durée de 30 ans à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Les parts représentant les apports en industrie sont incessibles. Elles seront annulées si Madame Cécile BERTRAN perd la qualité d'associé pour quelque cause que ce soit.

En cas d'inexécution des prestations par l'apporteur en industrie et dans le cas où il ne déférerait pas à une mise en demeure de la gérance de respecter ses engagements, l'assemblée générale, à laquelle il sera convoqué pour faire valoir tous ses arguments de défense, pourra décider le retrait et la perte de sa qualité et de ses droits d'associé.

Total des parts sociales sans valeur nominale rémunérant les apports en industrie
Ci 100 parts.

6.1.3. Récapitulation des apports

Les apports en numéraire s'élèvent à 2 000 euros.

Le montant total des apports s'élève à 2 000 euros, total égal au montant du capital social.

Pour l'assiette du droit d'apport, les apports en industrie sont évalués à 2 000 euros.

ARTICLE 7 : Capital social

Le capital social est fixé à DEUX MILLE EUROS (2 000 €).

Il est divisé en 200 parts sociales de 10 euros chacune, entièrement libérées et souscrites, numérotées de 1 à 200 et attribuées à Monsieur Jérémie NAVARRO, associé unique.

ARTICLE 8 : Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de chaque année.

ARTICLE 9 : Gérance

9.1 – Nomination des gérants

La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques ayant ou non la qualité d'associées.
Le premier gérant est désigné dans un acte distinct signé par tous les associés.

Au cours de la vie sociale, les gérants sont nommés par décision collective adoptée par un ou plusieurs associé(s) représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la

majorité des votes émis. Quel que soit le nombre de votants. Cette décision fixe la durée du mandat.

9.2 – Démission

Tout gérant a le droit de renoncer à ses fonctions, à charge pour lui d'informer, par lettre recommandée, les associés et éventuellement le(s) cogérant(s) de sa décision à cet égard, un mois au moins avant la tenue de l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes. La démission du gérant ne devient en tout état de cause effective qu'à l'issue de ladite assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice en cours.

Le gérant démissionnaire doit, s'il n'y a pas de cogérant, provoquer une décision collective en vue de son remplacement ; la prise d'effet de sa démission est suspendue, le cas échéant, jusqu'à son remplacement effectif.

La démission donnée sans juste motif peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit de la société.

9.3 – Décès

En cas de décès d'un gérant, la gérance est exercée par le (ou les) gérant(s) suivant(s), mais tout associé peut provoquer une décision collective des associés à l'effet de nommer un nouveau gérant.

En cas de décès du gérant unique, le (ou les) commissaire(s) aux comptes, si la société en est pourvue, ou tout associé, convoque(nt) et réuni(ssent), dans le mois une assemblée générale des associés à l'effet de délibérer, à la majorité prévue à l'article 9.1 des présents statuts, sur la nomination d'un (ou plusieurs) gérant(s).

A défaut par les associés d'avoir, dans le délai de trois mois du décès, nommé un nouveau gérant ou transformé la société en société d'une autre forme ou encore d'avoir décidé la dissolution anticipée de la société, tout associé peut faire provoquer judiciairement la dissolution.

Durant la période intérimaire, les mandataires du gérant décédé, en fonction du jour de son décès, continuent à exercer leurs pouvoirs pour assurer la marche courante des affaires.

9.4 – Révocation

Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors d'eux, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociale.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

La révocation décidée sans juste motif peut donner lieu à dommages-intérêts au profit du gérant.

En outre, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

La révocation d'un gérant doit être immédiatement suivie de la nomination d'un nouveau gérant.

9.5 – Non-concurrence, Assiduité

Aucun gérant ne peut, sans y avoir été au préalable autorisé par une décision ordinaire des associés, accepter un quelconque emploi ou une quelconque fonction dans une société dont l'activité, ou dont l'activité du groupe auquel elle appartient, est similaire ou connexe à celle exercée par la société.

Lors de la cessation de ses fonctions dans la présente société, de quelque manière qu'elle intervienne, aucun gérant ne peut acquérir, posséder, exploiter, diriger, ou administrer un quelconque établissement similaire à celui qu'exploite la société ou susceptible de lui faire concurrence, comme aussi de s'y intéresser directement ou indirectement de quelque manière que ce soit, ceci à peine de tous dommages et intérêts au profit de la société.

9.6 – Pouvoirs des gérants

Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance, au nom de la société sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait pas l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers en aient eu connaissance.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs qui précèdent sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération qu'elle ne soit conclue.

Cependant, les actes ou opérations ci-après limitativement énumérés sont obligatoirement accomplis sur autorisation préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires, à savoir :

- Les achats, ventes, apports ou échanges d'immeuble ou fonds de commerce,
- Les emprunts autres que les crédits bancaires courants,
- Les constitutions d'hypothèque ou de nantissement,
- Les prises de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes personnes morales constituées ou à constituer.

Par dérogation aux pouvoirs attribués aux associés, les gérants peuvent déplacer le siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, sous réserve toutefois de ratification ultérieure par l'assemblée des associés à la majorité des deux tiers des parts sociales, ils sont également habilités, sous réserve de la même ratification, à modifier seuls les statuts afin de les mettre en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements.

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité personnelle, et à condition que cette délégation de pouvoirs soit spéciale et temporaire pour des opérations déterminées, se faire représenter par tout

mandataire de leur choix.

Les hypothèques et autres sûretés réelles sur les biens de la société sont consenties en vertu des pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibération ou délégation établis sous signatures privées, alors même que la constitution de l'hypothèque ou de la sûreté doit l'être par acte authentique.

9.7 – Responsabilité des gérants

La responsabilité des gérants est engagée dans les conditions de droit commun et celles définies par les lois du commerce et des sociétés.

9.8 – Rémunération des gérants

Chaque gérant reçoit, à titre de rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attaché à la gestion de la société, un traitement dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

Ce traitement peut être fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel selon les modalités arrêtées par les associés. Il peut comprendre, également, des avantages en nature et, éventuellement, être augmenté de gratifications exceptionnelles en fin d'exercice social (la rémunération proportionnelle peut être basée sur le chiffre d'affaires, les bénéfices, la marge, le cas échéant, sur le résultat du groupe).

Chaque gérant a droit au remboursement, sur justification, de ses frais de représentation et de déplacement engagés dans l'intérêt de la société.

Les sommes versées aux gérants à titre de rémunération ou en remboursement de frais sont inscrites en dépenses d'exploitation.

9.9 – Obligation de la gérance

Le (ou les) gérant(s) est (ou sont) soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que – si les critères légaux sont remplis – des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L.232-2 et L.232-4 du Code de Commerce. Il(s) effectue(nt) le dépôt au greffe du tribunal de commerce des documents annuels visés à l'article 298 du décret sur les sociétés commerciales.

La gérance est tenue, en outre, de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel, définies notamment par l'article L.234-3 du Code de Commerce.

ARTICLE 10 : Commissaires aux comptes

10.1 – Nomination

La société, si elle remplit les conditions fixées par l'article L.223-35 du Code de Commerce, doit obligatoirement désigner au moins un commissaire aux comptes titulaire.

Même si elle ne remplit pas ces conditions, la société peut être pourvue d'un ou plusieurs commissaires

aux comptes titulaires.

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire est obligatoire lorsque, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse au moins deux des trois seuils suivants :

- Total du bilan : 1 500 000 euros ;
- Chiffre d'affaires hors taxes : 3 100 000 euros ;
- Nombre moyen de salariés : 50.

Les premiers commissaires aux comptes titulaires et suppléants seront éventuellement désignés dans un acte distinct signé par tous les associés ou par leur(s) mandataire(s).

Au cours de la vie sociale, ils sont désignés par décision collective des associés, lorsque la nomination d'un commissaire aux comptes est facultative, cette décision peut résulter d'une ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé, sur demande d'un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

10.2 – Mission des commissaires aux comptes

Ces commissaires aux comptes exercent leur fonction selon les dispositions des articles L.223-39 et L.232-4 du Code de Commerce.

Ils doivent établir également un rapport spécial à l'assemblée sur les conventions visées à l'article L.223-19 du Code de Commerce, ce rapport spécial doit être déposé au siège social quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale annuelle.

ARTICLE 11 : Conventions entre la société et le(s) gérant(s) ou les associés

11.1 – Conventions soumises à ratification des associés

Le gérant ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés un rapport spécial sur :

- Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés ;
- Les conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la présente société.

La collectivité des associés statue sur ce rapport, le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour le gérant et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

11.2 – Conventions soumises à autorisation préalable

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaires aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée des associés.

11.3 – Conventions libres

Les dispositions des paragraphes qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

11.4 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que des personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des gérants et associés ainsi qu'à toute personne interposée.

L'interdiction visée au premier alinéa du présent paragraphe ne s'applique pas aux associés personnes morales, mais elle s'applique à leurs représentants légaux.

ARTICLE 12 : Modification du capital social

La collectivité des associés, par décision extraordinaire, peut apporter toutes les modifications admises par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au capital social et, ce, dans le respect des prescriptions des articles L.223-32 à L.223-34 du Code de Commerce.

Toutefois, aucune augmentation de capital en numéraire ne peut être réalisée tant que le capital n'est pas entièrement libéré.

Par décision prise en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, de nouvelles parts d'industrie peuvent être créées au cours de la vie sociale en vue de leur attribution gratuite à un ou plusieurs nouveaux associés afin de rémunérer leurs connaissances techniques et professionnelles, leur travail et leur savoir-faire.

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et quelque manière que ce soit, mais la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

Lors de toute augmentation ou réduction du capital social, les associés doivent, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour supprimer les rompus et permettre ainsi l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

La gérance, le cas échéant, met les associés concernés en demeure de rendre la ou les cessions nécessaires opposables à la société dans un délai qu'elle fixe sous peine d'astreinte à fixer par le juge.

Lorsque la société est tenue, en vertu des dispositions légales, de désigner un commissaire aux comptes et que les associés ont régulièrement approuvé les comptes des trois derniers exercices de douze mois, elle peut, sans appel public à l'épargne, émettre des obligatoires nominatives conformément à l'article L.223-11 du code de commerce et des textes réglementaires.

L'émission d'obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consulté une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

L'assemblée générale ne peut déléguer à la gérance le pouvoir de procéder à cette émission et d'en arrêter les modalités.

L'émission d'obligations n'est possible que si le capital social est entièrement libéré.

ARTICLE 13 : Parts sociales de capital et parts sociales d'industrie

13.1 – Parts sociales de capital

En représentation des apports en capital qui lui sont faits, la société émet des parts sociales de même valeur nominale, intégralement libérées dès leur création. Lesquelles contribuent exclusivement à la formation du capital social.

Les parts sociales de capital ne sont pas négociables, leur propriété résulte seulement des statuts de la société, des actes modificatifs, des cessons ou mutations de parts sociales.

Les mutations entre vifs sont constatées par acte authentique ou sous seing privé. Elles deviennent opposables à la société, soit après leur acceptation par un gérant dans un acte authentique, soit par une signification faite à la société par acte d'huissier de justice.

Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Les mutations entre vifs sont opposables aux tiers qu'après accomplissement des formalités qui précèdent et dépôt de deux originaux enregistrés ou de deux copies authentiques de l'acte qui les constate au greffe du tribunal, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Dans les diverses manifestations de la vie sociale, les propriétaires indivis de parts sociales sont représentés par le mandataire unique visé à l'article 16.2 des présents statuts.

13.2 – Parts sociales d'industrie

La société peut exceptionnellement émettre des parts sociales d'industrie sans valeur nominale en rémunération des apports en industrie qui lui sont faits.

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre strictement personnel. Elles sont incessibles et son

annulées en cas de décès comme en cas de cessation définitive des prestations due par le titulaire, intervenant pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 14 : Droits et obligations des associés

14.1 – Cession entre vifs

Toute opération sans autres exceptions que celles prévues ci-après ayant pour but le transfert ou l'attribution entre toutes personnes existantes, physiques ou morales, de la propriété d'une ou plusieurs parts sociales, est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Toutefois sont libres les opérations de toute nature, réalisées par l'associé unique ou, s'il y a pluralité d'associés, entre ascendants et descendants.

Les cessions entre partenaires pacés sont, cependant, soumises à la procédure d'agrément.

Sont libres également, les opérations de toute nature, réalisées par l'associé unique ainsi que celles réalisées entre associés.

La procédure d'agrément est suivie dans les conditions prévues à l'article L.223-14 du Code de Commerce et les textes réglementaires.

En cas de recours à l'expertise, les frais d'expertise sont à la charge de la société.

14.2 – Transmission de parts pour cause de décès ou de disparition de la personnalité morale d'un associé

14.2.1. Principe

Toute transmission de parts ayant sa cause dans le décès ou la disparition de la personnalité morale d'un associé, sans autres exceptions que celles prévues à l'article 14.2.2 des présents statuts, est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Les parts représentatives d'apports en industrie sont intransmissibles.

14.2.2. Exceptions

Toutes transmissions de parts pour cause de succession, toutes attributions de parts par suite de liquidation de communauté de biens entre époux pour cause de décès s'opèrent librement.

14.2.3. Modalités

La société doit faire connaître sa décision dans le délai de trois mois courant à partir de la dernière des notifications à la société et aux associés, des qualités héréditaires ou du projet d'attribution ou de dévolution.

En cas de refus d'agrément, il est fait application des dispositions légales et réglementaires prévues pour les cessions de parts sociales entre vifs.

En cas de recours à l'expertise, les frais de l'expert sont à la charge de la société.

La gérance peut mettre les héritiers, conjoints ou ayants droit en demeure de présenter leur demande d'agrément dans un délai qui ne peut être inférieur à trois mois à compter du décès ou de la disparition de la personnalité morale de l'associé et d'avoir à fournir toutes justifications de leurs identité et qualité. La demande d'agrément doit être présentée par un acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La gérance peut également requérir toute justifications par la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés.

14.3 – Aptitude à devenir associé du conjoint d'un titulaire de parts sociales de capital

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer personnellement la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises et ce, dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la notification intervient lors de cet apport ou de cette acquisition.

Si la notification intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé par la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, tant de capital que d'industrie.

L'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les trois mois de sa demande à défaut de quoi l'agrément est réputé acquis. Quand il résulte de la décision dûment notifiée, que le conjoint n'est pas agréé, l'époux apporteur ou acquéreur demeure associé pour la totalité des parts concernées.

Les mêmes droits sont reconnus au conjoint en cas d'augmentation de capital au moyen de biens ou de deniers communs.

14.4 – Droit sur les bénéfices, les réserves, et le boni de liquidation

Chaque part sociale donne un droit égal dans la répartition des bénéfices, des réserves, et du boni de liquidation.

Les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation sont répartis entre parts sociales de capital et parts sociales d'industrie dans les proportions stipulée aux articles 19 et 23 des présents statuts.

Cependant, les droits de l'apporteur en industrie peuvent être affectés par la survenance de certains événements :

- Ainsi si l'associé interrompt ses prestations pour cause de maladie ou d'incapacité physique,

dûment constatée par un certificat médical, et que cette interruption est supérieure à six mois, le droit, sur le bénéfice distribuable de l'exercice en cours lors de l'interruption, est réduit au « prorata temporis ».

Les parts d'industrie sont annulées de plein droit si les prestations ne sont pas reprises au plus tard dix-huit mois après le début de l'interruption des prestations.

La société dispose alors d'un délai de 3 mois pour, d'un commun accord, soit distribuer au retrayant sa part dans les réserves inscrites au bilan arrêté à la clôture de l'exercice en cours lors de l'interruption des prestations, soit lui attribuer gratuitement des parts sociales de capital correspondant à l'incorporation au capital social de sa part dans lesdites réserves.

- Si l'interruption des prestations est liée au décès de l'associé, cet événement entraîne de plein droit l'annulation des parts d'industrie détenues par l'associé décédé.

La société dispose d'un délai de 3 mois à compter du décès pour répartir aux héritiers la part revenant à l'associé décédé, réduite au « prorata temporis », du bénéfice distribuable de l'exercice en cours lors du décès ainsi que sa part intégrale des réserves inscrites au bilan de l'exercice précédent.

- Si l'interruption des prestations survient au terme convenu autre que le divorce ou la séparation de corps, l'apport devient caduc et, au moment de l'annulation de ses parts d'industrie, l'associé en industrie a droit à sa part, réduite au « prorata temporis », du bénéfice distribuable, de l'exercice en cours, ainsi que sa part dans les réserves des exercices antérieurs. En outre, il a droit à une indemnité destinée à tenir compte de la plus-value latente de l'actif social fixée, à défaut d'accord, à dire d'un expert intervenant comme précisé à l'article 1843-4 du Code Civil.

La société dispose d'un délai de 3 mois pour remplir l'associé de ses droits.

- Si les prestations sont interrompues pour toutes autres causes, pendant une période supérieure à 3 mois et, dans le cas où il ne déférerait pas à une mise en demeure de la gérance de respecter ses engagements, l'assemblée générale, à laquelle il sera convoqué pour faire valoir tous ses arguments de défense, pourra décider le retrait et la perte de sa qualité et de ses droits d'associé pour l'avenir. Les parts d'industrie seront alors annulées de plein droit avec les conséquences suivantes :

- L'interruption se situe dans la première moitié de la durée convenue des prestations : l'associé perd tous ses droits dans les réserves, le boni de liquidation et les bénéfices non affectés aux réserves des exercices clôturés ou en cours au jour de la constatation, tout ceci préjudice de l'allocation par le juge de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu ;
- L'interruption se situe dans la seconde moitié de la durée convenue des prestations : l'associé perd tous ses droits dans le boni de liquidation, ainsi que sur les bénéfices du ou des exercices dont les comptes ne sont pas encore approuvés lors de la constatation de l'interruption. Ses droits dans les réserves inscrites au dernier bilan approuvé sont réduits de moitié (ou un tiers, etc.).

La société dispose d'un délai de 3 mois à compter de la constatation de l'interruption des prestations pour, à son gré, soit répartir à l'intéressé sa part ci-dessus réduite dans les réserves

et bénéfiques, soit s'il détient par ailleurs des parts sociales de capital, lui attribuer gratuitement les parts sociales de capital correspondant à l'incorporation au capital social de la part sus-définie. Le cas échéant, à titre de dommages-intérêts, le juge peut supprimer tout ou partie des droits ci-dessus reconnus à l'associé retrayant.

ARTICLE 15 : Droit d'information

15.1 – Généralité

Tout associé a le droit d'être informé dans les conditions ci-après stipulées, ce droit est exercé par tout copropriétaires de parts sociales indivises.

Il est exercé par l'usufruitier et par le nu-proprétaire préalablement à l'assemblée annuelle devant se prononcer sur les comptes de l'exercice écoulé. Préalablement à toute autre décision collective d'associés, le droit d'information est exercé par celui du nu-proprétaire ou de l'usufruitier qui dispose du droit de vote. L'information permanente visée à l'article 15.2 des présents statuts profite tant à l'usufruitier qu'au nu-proprétaire de parts sociales.

15.2 – Information permanente

Toute associé a le droit, à tout époque, d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste des gérants et, le cas échéant, du (ou des) commissaire(s) aux comptes en exercice et ne peut, pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieur à celle fixée par l'article 32 du décret du 23 mars 1967.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre par lui-même connaissance au siège social des comptes annuels et des pièces qui, le cas échéant, doivent y être annexées (exemple : comptes consolidés, inventaires, observations du comité d'entreprise sur la situation économique et sociale de l'entreprise, rapports soumis aux assemblées, procès-verbaux et, le cas échéant, feuille de présence de ces assemblées concernant les trois derniers exercices).

15.3 – information préalable aux décisions collectives

Chaque associé a le droit, préalablement à toute consultation collective, d'obtenir dans les formes et délais légaux, la communication des documents nécessaires à son information énoncés ci-après.

En cas de convocation de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes sociaux, doivent être adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion :

- Les comptes annuels ;
- Le rapport de gestion, ainsi que le texte des résolutions proposées ;
- Le cas échéant, le rapport général du ou des commissaire(s) aux comptes sur les comptes sociaux ;
- Le cas échéant, le rapport spécial de la gérance ou du (ou des) commissaire(s) aux comptes, selon le cas, sur les conventions visées à l'article 11 des présents statuts ;
- Le cas échéant, les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe et le rapport du ou

des commissaire(s) aux comptes sur les comptes consolidés.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire doit être tenu au siège social à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

L'assemblée annuelle ne peut se tenir avant l'expiration du délai de communication des documents énumérés ci-dessus.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle prévue à l'alinéa précédent, doivent être adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion :

- Le rapport de la gérance, ainsi que le texte des résolutions proposées ;
- Le cas échéant, le rapport du ou des commissaire(s) aux comptes.

En outre, pendant le même délai, ces documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés, qui peuvent en prendre copie.

La gérance envoie à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte des résolutions proposées accompagné du rapport de la gérance et des documents nécessaires à l'information des associés.

Sur demande du ou des commissaire(s) aux comptes s'il en existe, la gérance adresse aux associés ou présente à la plus prochaine assemblée générale, le rapport spécial sur les faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

ARTICLE 16 : Droits d'intervention dans la vie sociale

16.1 – Participation aux décisions collectives

Outre les droits par ailleurs reconnus dans les présents statuts, tout associé peut participer personnellement aux décisions collectives d'associés ou, s'il s'agit d'assemblées, s'y faire représenter par un mandataire, associé ou conjoint.

Lorsque la société vient à ne plus comprendre que deux seuls associés, la représentation d'un associé est toutefois interdite par l'autre associé, fut-il le conjoint du mandant.

L'associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

16.2 – Représentation aux assemblées

Outre les droits par ailleurs reconnus dans les présents statuts, tout associé peut anticiper personnellement aux décisions collectives ou s'il s'agit d'assemblées, s'y faire représenter par toute personne de son choix, même non associée, si cette personne est munie d'un pouvoir régulier.

Lorsque la société vient à ne plus comprendre que deux seuls associés, la représentation d'un associé est toutefois interdite par l'autre associé, fut-il le conjoint mandant.

L'associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Les propriétaires indivis de parts sociales de capital sont représentés par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent des indivisaires.

En cas d'usufruit s'exerçant sur des parts sociales, le droit de vote appartient au nu-proprétaire. Toutefois, l'usufruitier participe seul au vote des décisions concernant l'affectation des bénéfices.

16.3 – Réunion de l'assemblée des associés

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart en nombre des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut obtenir la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé.

En cas de décès du gérant unique, tout associé peut convoquer l'assemblée à seule fin de procéder au remplacement du gérant.

ARTICLE 17 : Obligations des associés

17.1 – Obligation de respecter les statuts

La détention de toute part sociale, y compris en industrie, emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives d'associés ou aux décisions de la gérance.

Héritiers et créanciers ne peuvent sous aucun prétexte requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents sociaux ni s'immiscer dans les actes de la vie sociale.

17.2 – Comptes courants d'associés

Sauf à respecter la réglementation du crédit, chaque associé a la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser dans la caisse sociale, en compte courant, les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société.

Ces comptes courants sont soumis à la procédure visée à l'article 11 des présents statuts.

A défaut de fixation expresse des conditions d'intérêt et de remboursement, les sommes déposées seront productives d'un intérêt fixé au taux légal et le remboursement interviendra au plus tôt six mois après la demande notifiée à la société.

Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteur, sauf s'il s'agit de compte ouvert au profit d'associés personnes morales.

17.3 – Engagement de non-concurrence

Madame BERTRAN et Monsieur NAVARRO, apporteur d'industrie visé à l'article 6.1 des présents statuts, s'interdisent d'anticiper, directement ou indirectement et à quelque titre que ce soit, à une société ou établissement ayant une activité semblable ou analogue à celle de la présente société.

S'ils viennent à perdre la qualité d'associé, leurs engagements cesseront de produire effet à l'expiration d'une période d'une année à compter de son départ et ne s'appliquera que dans les zones géographiques suivantes : FRANCE.

ARTICLE 18 : Décisions collectives des associés

18.1 – Nature des décisions

Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Elles peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour la décision relative à l'approbation des comptes annuels et pour toutes autres décisions si elle est demandée par un ou plusieurs associés comme indiqué à l'article 16.3 des présents statuts.

Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires ou d'ordinaires.

18.2 – Décisions extraordinaires

Les décisions extraordinaires sont, sous réserve des exceptions prévues par la loi et par les présents statuts, celles qui emportent ou entraînent, directement ou indirectement, modification des statuts notamment la modification de la forme et la prorogation de la durée ainsi que l'agrément des cessions ou transmissions de parts sociales dans les conditions visées à l'article 14.1 des présents statuts, la création de nouvelles parts d'industrie ou la dissolution anticipée.

L'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart et sur une deuxième convocation, le cinquième de celle-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les décisions sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

18.3 – Décisions ordinaires

Les décisions ordinaires sont toutes celles qui n'entrent pas dans la définition donnée ci-dessus des décisions extraordinaires. Ce sont notamment celles portant sur l'approbation des comptes annuels, la nomination et la révocation des gérants même statutaire, sur l'approbation de tous actes de la gérance qui n'entrent pas dans la définition de ses pouvoirs internes, sur l'émission d'obligations sans appel public à l'épargne.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la majorité des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

18.4 – Modalités des décisions

Les conditions de convocation des assemblées, de consultation écrite des associés, de tenue des assemblées, d'établissement et de conservation des procès-verbaux des décisions collectives sont celles définies par la loi et les dispositions réglementaires en vigueur.

Les associés sont convoqués aux assemblées générales, par lettre recommandée indiquant l'ordre du jour, quinze jours au moins avant la réunion. La convocation émane de la gérance, du commissaire aux comptes s'il en existe un ou, à défaut, d'un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou le quart des parts sociales s'ils représentent au moins le quart des associés, peuvent demander la réunion d'une assemblée à seule fin de procéder au remplacement du gérant.

L'assemblée ne peut délibérer que sur une question inscrite à l'ordre du jour.

L'assemblée est convoquée au siège social ou en tout autre endroit de la même ville. Elle est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés, possédant ou représentant le plus grand nombre de parts sociales, sont acceptants, la présidence de l'assemblée générale est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée générale est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires. Il est établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le président de séance.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant ou par un seul liquidateur en cas de liquidation de la société.

ARTICLE 19 : Bénéfices – affectation et répartition – Pertes

19.1 – Détermination du bénéfice distribuable

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légales ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le solde diminué s'il y a lieu, des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

19.2 – Dividendes

Les droits des parts sociales sur les sommes distribuables, sont fixés comme suit :

- Aux parts de capital : 50 %,
- Aux parts d'industrie : 50 %.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée – en respectant les droits respectifs des deux catégories de parts tels que définis ci-dessus – détermine la part de ces sommes attribuée aux associés sous forme de dividendes ; ces derniers sont toutefois prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-là, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

Le cas échéant, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'elle détermine soit à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs, généraux ou spéciaux, qui restent à la disposition de l'assemblée ordinaire, soit au compte « report à nouveau ».

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée ou à défaut, par la gérance. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai, par ordonnance du président du tribunal de commerce, statuant sur requête à la demande de la gérance.

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » ou compensées directement avec les réserves existantes.

ARTICLE 20 : Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut de consultation dans ce délai, tout associé peut demander au président du tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

La décision de prorogation doit être prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

ARTICLE 21 : Transformation de la société

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois, la transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société, et, dans l'hypothèse de la transformation de la société en société par actions et si la société transformée n'a pas de commissaires aux comptes, du rapport d'un ou plusieurs commissaires à la transformation désignés par accord unanime des associés ou, à défaut, par décision de justice à la demande des dirigeants sociaux ou de l'un deux et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 22 : Dissolution

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée, ou encore au terme du délai d'un an au cours duquel le nombre des associés serait resté supérieur à cent, si – dans le même délai – une régularisation n'est pas intervenue dans les conditions précisées à l'article L.223-3 du Code de Commerce.

Elle intervient également par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs de la société.

Par décision de nature extraordinaire, la collectivité des associés peut décider à tout moment la dissolution anticipée ; elle doit se prononcer sur ce sujet lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, du fait de pertes.

Tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société dans les circonstances suivantes lorsque :

- Les capitaux propres étant devenus inférieurs à la moitié du capital social, soit la gérance ou le(s) commissaire(s) aux comptes, s'il en existe, n'a (ont) pas provoqué la décision collective des associés visée au second alinéa de l'article L.223-42 du Code de Commerce dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les associés n'ont pu valablement délibérer sur le même sujet, ou soit à défaut d'assainissement du bilan dans ce délai et dans les conditions visées au deuxième alinéa de l'article visé ci-dessus ;
- Lorsque la société à responsabilité limitée a pour associé unique une autre SARL composée d'une seule personne.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social audit associé unique, personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à

compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes.

La transmission du patrimoine social à l'associé unique, personne morale, n'est réalisée et il n'y a disparition de la personnalité morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

ARTICLE 23 : Liquidation de la société

23.1 – Point de départ de la liquidation et effets

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation en est faite par le ou les gérants alors en fonction et, en cas de décès du gérant unique, comme dans le cas de refus ou de démission, par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux, nommés par décision collective ordinaire des associés et, à défaut d'entente, par le Président du tribunal de commerce du lieu du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

La dissolution met fin à la mission du commissaire aux comptes, s'il en existe, sauf décision contraire de l'assemblée des associés ou lorsque la liquidation intervient en application des articles L.237-14 et suivants du code de commerce.

23.2 – Droit dans le partage de l'actif net

Le boni de liquidation est réparti comme suit :

- Aux parts sociales de capital : 50 %,
- Aux parts sociales d'industrie : 50 %.

Les pertes, s'il en est constaté sont supportées par tous les titulaires de parts sociales de capital et par Madame BERTRAN et Monsieur NAVARRO, apporteur de leur industrie, en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent tous sans toutefois que leur contribution ne puisse excéder le montant de la mise de l'associé ayant fait l'apport en capital le moins élevé.

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions, non contraire aux présents statuts, des articles L.237-1 et suivants du code de commerce et des articles 266 et suivants du décret n°67-236 du 23 mars 1967.

Tous pouvoirs sont conférés aux liquidateurs pour opérer, en espèces, le remboursement des apports et la répartition entre associés du boni de liquidation conformément aux dispositions de l'article 14-2 des présents statuts.

ARTICLE 24 : Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation soit

entre les associés et la société, soit entre les associés entre eux, soit encore entre le(s) gérant(s) et la société ou les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'interprétation ou à l'exécution de présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 25 : Reprise des engagements antérieurs à la signature des statuts et à l'immatriculation de la société. Publicité.

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Les soussignés donnent mandat à Monsieur Jérémie NAVARRO à l'effet de prendre, au nom et pour le compte de la société, les engagements suivant entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social :

- Immatriculation de la société,
- Financement du Besoin en fonds de roulement nécessaire à l'exploitation de la société.

ARTICLE 26 : Pouvoir pour les formalités constitutives

Tous pouvoirs sont conférés à chacun des fondateurs et aux porteurs d'expéditions, originaux, copies ou extraits conformes des pièces constitutives, à l'effet d'accomplir toutes les formalités exigées pour la constitution de la société.

Monsieur Jérémie NAVARRO, associé fondateur, reçoit expressément mandat de signer l'avis à publier dans un journal d'annonces légales du département du siège social.

ARTICLE 27 : Retrait des fonds en cas de non constitution ou non immatriculation

Si la société n'est pas constituée dans le délai de six mois à compter du premier dépôt de fonds, ou si elle n'est pas immatriculée au registre du commerce et des sociétés dans le même délai, les apporteurs peuvent individuellement demander en justice l'autorisation de retirer le montant de leurs apports. Dans le même cas, un mandataire, dès lors qu'il représente tous les apporteurs, peut demander directement au dépositaire le retrait des fonds.

ARTICLE 28 : Frais de constitutions

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, inscrits soit à un compte de frais généraux et par conséquent déductibles immédiatement, soit inscrits au bilan de la société dans un compte « frais d'établissement » et amortis avant toute distribution de bénéfices, au plus tard dans un délai de cinq ans.